



COMMUNIQUE FINAL DE LA MISSION DE SOLIDARITE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Bangui, République Centrafricaine, 15 août 2018

Le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, l'ONU-Femmes, l'Union africaine et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs ont mené une mission conjointe de solidarité pour promouvoir la participation des femmes centrafricaine aux processus politiques et de paix.

Du 11 au 15 août 2018, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs a facilité une mission de solidarité des femmes leaders africaines en République centrafricaine. La mission était dirigée par Mme Specioza Wandira-Kazibwe, ancienne Vice-Présidente de l'Ouganda, coprésidente de l'Union Africaine-FemWise et membre du Comité consultative de la Plateforme des Femmes de l'Accord-cadre pour la Paix, la Sécurité et la Coopération (« l'Accord-cadre »). Yont également pris part Mme Liberata Mulamula, ancienne Secrétaire exécutive de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), membre de l'Union Africaine-FemWise et de la Plateforme des Femmes de la CIRGL, ainsi que Mme Eliane Mokodopo, directrice du programme Femmes et enfants représentant la CIRGL.

La mission a été organisée dans le cadre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité de l'ONU et de la coopération entre l'Union Africain, les Nations Unis, et la CIRGL dans la région des Grands Lacs afin de promouvoir l'égalité du genre et la participation des femmes à la vie politique. Elle donnait également suite aux décisions adoptées par les chefs d'État des pays de la région à l'occasion de la septième et la huitième réunion de haut niveau du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre qui se sont tenues en octobre 2016 et octobre 2017, et à la Déclaration de Goma de 2016, qui vise à renforcer le rôle des femmes dans l'action menée au service de la paix, de la sécurité et du développement dans la région des Grands Lacs.

La mission avait pour objectifs d'exprimer solidarité aux femmes à un moment critique en République centrafricaine, appuyer et renforcer leurs réseaux, promouvoir une meilleure représentation politique ainsi qu'une participation dans les initiatives de paix et de médiation, et les encourager à assurer des rôles de premier plan dans l'amélioration de leurs opportunités socio-économique.

La délégation a rencontré le Président, S. E. M. Faustin-Archange Touadéra, le Premier Ministre, M. Simplicie Sarandji, la Ministre de la promotion de la femme, de la famille et de la protection de l'enfant, Mme Gisèle Pana, le Vice-Président de la Cour constitutionnelle, M. Jean-Pierre Waboe, le premier Vice-Président de l'Assemblée nationale, M. Jean Mapenzi, et des femmes parlementaires, l'ancienne Présidente, coprésidente de l'Union Africaine-FemWise et membre du Comité consultative de Plateforme des Femmes de l'Accord Cadre, Mme Catherine Samba-Panza, des femmes leaders, des représentants des partis politiques, et le Représentant de l'Union africaine en République centrafricaine, M. Moussa Nébié. La délégation a également rencontré l'archevêque de Bangui, le cardinal Dieudonné Nzapalainga, et le Président de la communauté islamique, l'imam Oumar Kobine Layama.

Les échanges ont porté sur la situation très précaire des femmes en République centrafricaine, où l'insécurité, l'extrême pauvreté et un accès limité aux services de base, y compris l'éducation des filles, nuisent gravement à leur bien-être et perspectives socioéconomiques. La délégation a en outre noté que les femmes restaient sous-représentées parmi les fonctionnaires et les élus en dépit des dispositions prises en faveur de la parité, y compris une loi prévoyant un quota minimum de 35 % de femmes et la réforme en cours du code électoral. Le fait que les femmes ne sont pas représentées dans l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine a également été noté.

La mission a estimé qu'on ne pouvait attendre que la paix et la sécurité soient totalement rétablies dans le pays pour promouvoir la participation et autonomisation des femmes. Il faut adopter de toute urgence une nouvelle narrative et stratégie qui rassemblent les organisations de femmes, le Gouvernement et les partenaires et qui mettent l'accent sur la sécurité humaine et sur la promotion du rôle central des femmes dans tous les domaines et secteurs de la vie socioéconomique et politique à travers le pays.

La mission s'est félicitée de l'engagement pris par S. E. M. Faustin-Archange Touadéra, Président de la République à promulguer le décret d'application de la loi sur la parité du genre, à promouvoir une plus grande participation des femmes au processus de paix, à accroître le nombre de femmes à différents niveaux de l'administration, ainsi qu'à poursuivre la collaboration engagée dans le cadre de la mission de solidarité.

La mission s'est également félicitée des travaux en cours pour réviser le code électoral et faire appliquer la loi sur la parité du genre, y compris l'engagement pris par certains des partis politiques de réviser leurs statuts afin de garantir que les femmes puissent, sur un pied d'égalité avec les hommes, se porter candidates à des postes électifs.

La mission a souligné l'importance d'appuyer le leadership et les capacités des femmes de sorte qu'elles participent à la vie politique et aux processus de paix au niveau local, d'assurer la participation des femmes à tous les processus de rétablissement de la paix et de la stabilité dans le pays, et a fait un plaidoyer pour qu'elles soient incluses dans l'Initiative africaine et dans toutes autres initiatives actuelles et futures de reconstruction et de relèvement.

Il a été convenu qu'il était important de renforcer les programmes en matière d'éducation et d'opportunités socio-économiques, notamment à travers la création d'un « Fond pour les femmes » et les réseaux de femmes en République centrafricaine, afin qu'elles puissent mieux travailler ensemble vers un objectif commun.

Ces conclusions seront présentées aux chefs d'État et de gouvernement à la neuvième Réunion de haut niveau du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre, qui doit se tenir en octobre 2018. Elles seront également communiquées à l'Union africaine.

La mission de solidarité remercie le Gouvernement centrafricain de son hospitalité et des échanges fructueux. Elle remercie également la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) tout particulièrement sa Conseillère genre, Mme. Gladys Atinga de tout l'appui qu'elles ont apporté à la délégation.